



HAL
open science

La situation sociopolitique d'Haïti et de la République dominicaine : enjeux actuels et attentes partagées

Pedro Ortega

► **To cite this version:**

Pedro Ortega. La situation sociopolitique d'Haïti et de la République dominicaine : enjeux actuels et attentes partagées. Les études du CERI, 2023, Amérique latine. L'Année politique 2022, n° 264-265, pp.11-17. hal-03967781

HAL Id: hal-03967781

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03967781>

Submitted on 1 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La situation sociopolitique d'Haïti et de la République dominicaine : enjeux actuels et attentes partagées

par Pedro Ortega

Le xx^e siècle d'Haïti et de la République dominicaine a été marqué par des dictatures, du *caudillismo* et des populismes qui ont corrodé leur vie institutionnelle, politique et économique¹. De plus, comme dans les autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, le patrimonialisme et le néopatrimonialisme – compris comme l'utilisation personnelle de la richesse publique – ont prévalu sous différentes formes, sur fond de douleur et de misère humaines. Tout aussi néfastes ont été le colonialisme et l'impérialisme qui, arc-boutés sur leur influence extérieure et l'extractivisme, ont pu coexister avec ces formes de pouvoir et les ont parrainées. La chronologie des périodes de gouvernement en est le signe le plus évident : Haïti a d'abord connu des dictatures², puis le militarisme et le *caudillismo*³, et enfin une transition frustrée vers la démocratie⁴. L'évènement politique le plus récent est l'assassinat du président Jovenel Moïse (2016-2021), du Parti haïtien Tèt Kale (PHTK), qui a attiré l'attention du monde entier. Depuis les années 1980, le pays n'a connu une relative stabilité politique et sociale que sous les gouvernements de Leslie Manigat, Jean-Bertrand Aristide et René Préal (1986-2001). La période précédente a été brutale et oppressive et celle qui a suivi marquée par une forte tension, qui perdure aujourd'hui. Le plus regrettable est le peu de soutien apporté à ce peuple meurtri et la manière dont il a été abandonné, livré à la solitude la plus extrême.

Ainsi, le soutien de la communauté internationale a été aussi insuffisant, inopportun ou inefficace que la clameur de nombreux pays du monde qui appellent aujourd'hui à des solutions concrètes au profit d'Haïti. Il a été déployé en deux temps. La première étape a consisté à créer et à envoyer la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah). Le contingent militaire est intervenu en 2004 sans qu'aucun pays ne s'oppose au préalable au remplacement du président Aristide et de son gouvernement par le président Boniface Alexandre. Composé de plus de 7 000 hommes, il a achevé sa mission en 2017⁵, ouvrant la voie à une seconde étape nettement plus ardue. La Minustah a alors été remplacée par la Mission des Nations unies pour l'appui à la justice en Haïti (Minujsth), jusqu'en 2019. Aujourd'hui, la sécurité et le soutien font défaut alors que le désespoir de la population se traduit par des troubles sociaux et des violences civiles.

¹ Depuis la fin du xviii^e siècle avec la Révolution haïtienne et depuis le début du xix^e siècle avec l'indépendance de la République, les deux pays ont subi plusieurs dictatures, des seigneurs de guerre et l'influence impérialiste de forces extérieures (F. Pichardo, *Historia del pueblo dominicano*, Saint-Domingue, Sociedad Editorial Dominicana, 1993).

² Le gouvernement violent de François Duvalier (familièrement appelé Papa Doc), qui a régné de 1957 à sa mort en 1971, puis de son fils Jean-Claude Duvalier qui lui a succédé au pouvoir (Bébé Doc), de 1971 à 1986. Voir L. Lima, « 10 años del terremoto de Haití : 5 cosas que devastaron al país caribeño antes del sismo de 2010 », BBC News Mundo, 11 janvier 2020 (www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-51067830).

³ Le gouvernement militaire du président Henri Namphy (1981-1986).

⁴ Elle débute avec les gouvernements de Leslie Manigat (1986-1991) du Rassemblement des démocrates nationaux progressistes, Jean-Bertrand Aristide (1991-1996) de l'Organisation du peuple en lutte, René Préal (1996-2001) de Famille Lavalas, Aristide (2001-2006) de Famille Lavalas, René Préal (2006-2011) d'Unité patriotique et Michel Martelly (2011-2016) de Réponse paysanne.

⁵ « Los cascos azules salen de Haití : 5 momentos complicados que marcaron la presencia de las fuerzas de la ONU », BBC News Mundo, 15 octobre 2017 (www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-41624098).

C'est dans ce contexte de grande fragilité multidimensionnelle qu'est intervenu l'assassinat du président Jovenel Moïse. Si l'Amérique latine a vu un certain nombre de présidents emprisonnés pour corruption ou fuyant la justice depuis 1978⁶, quand s'est ouverte sa période de démocratisation, elle n'avait jamais connu l'assassinat d'un président. Lorsque l'événement s'est produit à Pétion-Ville, à une heure du matin, le président se reposait dans sa résidence, loin de toute agitation, dans un des endroits les plus sûrs d'Haïti. Le lendemain, la presse et la télévision ont relaté l'assaut, planifié par un large groupe d'hommes militairement entraînés qui se sont faulxés dans la maison du président. La Première dame, Martine Moïse, a survécu et a été emmenée dans un hôpital de Floride où elle s'est rétablie. Les motivations et le maître d'œuvre de cette attaque font l'objet de diverses spéculations. Pour certains médias, c'est le résultat de la tentative du président Moïse de prolonger son mandat, de sa dénonciation provocante des puissants groupes d'affaires qui ont tenté de le détrôner⁷, des mesures qu'il entendait mettre en œuvre au service des douanes, de la nationalisation d'un port maritime ou encore de ses dénonciations du lucratif commerce de l'anguille, activité propice au blanchiment d'argent, parmi d'autres motifs⁸.

Si cet assassinat est l'évènement le plus récent et le plus visible aux yeux du monde, ce n'est pas forcément le plus terrible et le plus discutable. La crise est humanitaire. Le problème économique est profond, peu de gens peuvent compter sur plus d'un dollar par jour pour survivre ou satisfaire leurs besoins primaires, tandis que le prix du carburant pour les véhicules à combustion atteint 19 dollars le gallon. Le marché informel des carburants importés de République dominicaine en Haïti n'a cessé de prendre de l'ampleur. Entre la fin du xx^e siècle et le début du xxi^e siècle, le pays n'a connu aucune amélioration, seulement une privation extrême. *Caudillismo*, dictature et processus de démocratisation frustré, puis troubles sociaux (allant d'émeutes sectorielles de gangs à des problèmes plus systémiques) ont conduit à de multiples coups d'Etat et à un assassinat. Haïti est le pays le plus pauvre de toute l'Amérique latine et le troisième pays le plus pauvre et le plus dépendant de l'aide internationale au niveau mondial.

Ce contexte socio-économique, culturel et politique s'est de surcroît aggravé sous l'effet de la froideur et de l'impuissance d'une communauté internationale distante et irrésolue.

Enfin, à ce tableau s'ajoutent les catastrophes environnementales. Le 24 mai 2004, le débordement du Rio Blanco a provoqué la mort de 400 personnes dans le quartier de La 40, dans la province de Jimaní en République dominicaine, l'une des zones marquées par une très grande interculturelité entre Dominicains et Haïtiens⁹. Six ans plus tard, le 12 janvier 2010, Haïti était victime du tremblement de terre le plus terrible de son histoire après celui de 1770.

⁶ Rappelons la fameuse affaire Odebrecht, dont les répercussions ont conduit plusieurs présidents en prison pour des affaires de corruption. D'autres ont fui la justice dans plusieurs pays.

⁷ « Haïti : qué se sabe sobre el asesinato del presidente de Haïti y de los colombianos detenidos como sospechosos del magnicidio », BBC News Mundo, 10 juillet 2021 (www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-57757940).

⁸ J. Garcia, « El presidente de Haïti fue asesinado por intentar enviar a EE. UU. una lista de personas vinculadas al narcotráfico », *El País*, 13 décembre 2021.

⁹ T. Molina, « A 15 años de la tragedia del río Blanco en Jimaní, persiste el temor a que el suceso se repita », *Diario Libre*, 23 mai 2019 ; I. Campo, « Las riadas causan cerca de 500 muertos en República Dominicana y Haïti », *El País*, 25 mai 2004.

Port-au-Prince, la capitale, s'est écroulée en quelques minutes, et des répliques de la secousse ont été ressenties dans la quasi-totalité du pays, causant la mort de près de 300 000 personnes¹⁰. En 2016, Haïti a subi l'assaut de l'ouragan Matthew qui a entraîné la mort d'environ un millier de personnes¹¹. Enfin, alors que le pays n'était pas remis de ces catastrophes naturelles, qui ont détruit bon nombre de ses infrastructures, il a souffert, en plus de la pauvreté et de l'isolement, des conséquences de la pandémie de Covid-19¹². Ses frontières ont été fermées et tous les vols ont été annulés, ce qui lui a tout de même permis de sortir pratiquement indemne de la pandémie et d'être répertorié comme l'un des rares pays exempts de Covid-19¹³.

A ces fléaux environnementaux ponctuels s'ajoutent la rareté de l'eau potable, la mauvaise qualité des terres haïtiennes, peu propices à l'agriculture, et une déforestation séculaire.

La politique du mur

Les relations de bon voisinage, voire de convivialité entre les populations dominicaine et haïtienne tiennent essentiellement à l'état d'esprit des gens ordinaires. Qu'ils aient ou non des préjugés raciaux, les deux groupes se montrent solidaires, surtout en temps de crise. Des deux côtés de la frontière, la pauvreté est endémique : prévalence de cabanes et de taudis dans les villes frontalières, absence de latrines et manque d'eau potable, conditions d'hygiène et d'assainissement déplorables, même et surtout dans les zones les plus densément peuplées. Malgré cela, les assauts de l'environnement, des maladies et de la pauvreté persistante suscitent la solidarité des gens ordinaires, mais freinent celle de nombreuses nations dont les dirigeants politiques préfèrent garder le silence, prendre leurs distances ou appeler à l'aide les instances internationales.

La conception du territoire frontalier fait évoluer la conscience de la coopération et de la coexistence entre les deux pays. Mais sous la pression des groupes nationaux ultraconservateurs, les autorités dominicaines ne se sont pas contentées de la division juridique établie par la démarcation de la frontière le long de cinq provinces de la République. Elles ont décidé d'ériger un mur de 164 kilomètres de long, en cours de construction, pour empêcher « le passage des immigrants haïtiens sans papiers et le transfert d'objets illégaux tels que des armes et des marchandises ». Les partisans de ce mur feignent d'ignorer la porosité des frontières maritimes en matière de migration et les passages souterrains qui ne manquent pas de déjouer des frontières autrement mieux gardées et murées, à l'instar de celle qui sépare le Mexique et les Etats-Unis. En outre, ils ne tiennent pas compte du fait que la République dominicaine est actuellement confrontée à des difficultés budgétaires dans la mise en œuvre de ses politiques de protection

¹⁰ L. Lima, « 10 años del terremoto de Haití... », art. cité.

¹¹ J. H. Pierre, « Terremotos y huracanes en Haití : de la maldición política a la salvación social », *El País*, 31 août 2021.

¹² L. Lima, « Coronavirus en Haití : los peligros por la llegada del covid-19 a la nación más pobre de América », BBC News Mundo, 20 mars 2020 (www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-51984658).

¹³ Conor Shapiro, directeur général de Health Equity International, une ONG qui apporte de l'aide médicale au pays, a déclaré qu'il soupçonnait que le virus était en Haïti avant même que l'Organisation mondiale de la santé ne le reconnaisse. Il a exprimé sa crainte pour l'avenir apparemment incertain d'Haïti, ajoutant que « [s]i ce sera très difficile pour tous les pays, nous devrions déjà nous alarmer de ce qui se passera en Haïti ». (*Ibid.*)

sociale, notamment l'attribution d'allocations, les programmes de sécurité alimentaire, l'amélioration de la qualité de l'enseignement scolaire et universitaire, les soins aux personnes âgées et la fourniture de médicaments coûteux aux personnes atteintes de maladies graves, alors que le solde de sa dette extérieure représente déjà 34 % de son produit intérieur brut (PIB)¹⁴.

En certains endroits, la division persiste sous une forme ou une autre, comme à Chypre, au Vietnam ou entre la Corée du Sud et la Corée du Nord. Mais la politique du mur érigé entre la République dominicaine et Haïti peut être interprétée comme un signe de régression et non de coopération, de prospérité ou de bon voisinage.

Ce sujet ne donne pas à réfléchir uniquement et en priorité aux questions de « sécurité nationale », mais aussi à d'autres questions relatives aux qualités humaines nécessaires à des relations sociales harmonieuses. Certains murs ont fini par être contestés ou démolis par les pays qui les avaient autrefois érigés comme mécanisme de contrôle. L'un d'eux était le mur de Berlin. Le musée de l'Homme, situé sur la place de la Culture à Saint-Domingue, dédié à la préservation et à la revalorisation de l'histoire dominicaine, abrite un fragment de ce mur dont l'effondrement a pu symboliser le rejet de cette façon de séparer les individus et les peuples.

Mais le volet social de ce mur révèle sa plus grande contradiction lorsque l'on sait qu'Haïti est le deuxième partenaire commercial de la République dominicaine, après les Etats-Unis. La loi n° 28-01 du 1^{er} février 2001 et son règlement d'application du 28 septembre 2005 (avec ses modifications et extensions successives) ordonnent la création d'une « zone spéciale de développement frontalier le long des provinces de Pedernales, Independencia, Elías Piña, Dajabón, Montecristi, Santiago Rodríguez et Bahoruco¹⁵ ». Dans le cadre de cette loi, quelque 95 entreprises ont été installées, créant environ 10 000 emplois, dont 74 % sont occupés par des Dominicains¹⁶. Ainsi, dans ce domaine, « la présence d'une main-d'œuvre immigrée n'est pas la variable déterminante pour expliquer la misère généralisée et le manque d'emplois décents, stables et bien payés¹⁷ ».

Il en va de même pour la balance commerciale entre les deux pays. La figure 1 montre l'excédent de la balance commerciale dominicaine avec Haïti pour les produits industriels, miniers et agricoles. Ainsi, les exportations de la République dominicaine vers Haïti ont augmenté, tandis que les importations en provenance de ce pays pour ces mêmes produits ont également augmenté – mais dans une bien moindre mesure¹⁸. Notons que les échanges commerciaux entre ces voisins ont survécu aux deux années de Covid-19. Ni les tabous culturels, ni les idéologies nationalistes, ni les divisions politiques ne les ont empêchés de

¹⁴ D'autres sources suggèrent une proportion supérieure à 40 %.

¹⁵ « Ministerio de Defensa informa cómo van los trabajos del muro con Haití », *Listín Diario*, 21 août 2022 (<https://listindiario.com/la-republica/2022/08/21/735372/ministerio-de-defensa-informa-como-van-los-trabajos-del-muro-con-haiti>).

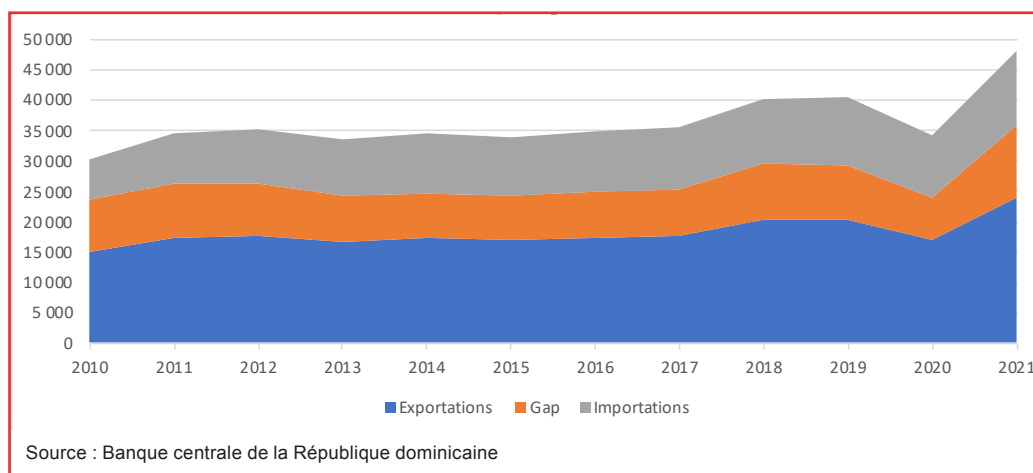
¹⁶ M. Bosch Carcuro, *Por el derecho a la esperanza*, Saint-Domingue, Soto Castillo Impresores, 2016, p. 149.

¹⁷ *Ibid.*, nous traduisons.

¹⁸ Moins étudiés que les relations commerciales, les transferts de fonds sont un autre indicateur de la relation entre les deux pays. La République dominicaine a vu augmenter le volume des transferts reçus de l'étranger, en particulier des Etats-Unis, tandis que la migration des Haïtiens vers la République dominicaine a augmenté ces transferts vers leur pays d'origine (F. Duroseau, E. Jean, « Haiti-The productive use of remittances. Informe técnico », Mexico, Banque de la République d'Haïti/Cepalc, 2019 (www.cepal.org/sites/default/files/presentations/brh_haiti-the_productive_use_of_remittances.pdf)).

développer leurs échanges commerciaux, tandis que ces échanges avec les autres pays de la région ont été affaiblis par la crise humanitaire et sanitaire qui a limité l'accès à certains ports de commerce international.

Figure 1
Balance commerciale entre la République dominicaine et Haïti,
produits industriels, miniers et agricoles, 2010-2021 (en millions de dollars)¹⁹



Applaudie par beaucoup, la politique du mur permettrait de contrôler le passage « illégal » d'objets et de personnes. L'avantage comparatif du contrôle aux frontières peut être anticipé pour les commerçants de la région et pour ceux qui exportent des biens et des services vers Haïti. Il est également soutenu que le mur calmera ceux qui craignent la « pénétration » haïtienne en territoire dominicain, notamment celle des gangs violents, et les révoltes civiles qui sévissent aujourd'hui en Haïti. Toutefois, il y a fort à parier que le résultat sera le même que dans de nombreux pays ayant édifié de tels murs : la découverte d'autres zones de porosité.

A contresens de cette tendance politique, et malgré l'extrême pauvreté des provinces frontalières, leurs habitants coexistent pacifiquement. Là, les Haïtiens et les Dominicains cultivent des liens de bon voisinage et d'amitié. Des couples mixtes se forment. Ces relations de proximité se tissent dans les poulaillers, les champs, les petits lieux de rencontre commerciaux, ou en partageant des rites religieux (comme ceux de la sainte patronne Virgen de la Altagracia et ceux de certains saints syncrétiques comme Belie Belcan, Anaisa Pie, entre autres). Si, comme dans tout espace interculturel, des marqueurs de différenciation sociale sont également observés (la langue, les dieux, la danse ou encore le mode de vie), en général, rien ne semble affecter les échanges. On y observe un métissage de l'être, de la connaissance, des désirs, qui surprend par sa variété et son ampleur et invite à étudier plus avant ce principe de réalité qui permet la survie et la coexistence entre les humains, à penser au-delà des préjugés raciaux et sociaux, imposés et alimentés par les secteurs conservateurs de la République dominicaine depuis l'époque de Trujillo²⁰.

¹⁹ Ces chiffres incluent les estimations du secteur informel des importations d'Haïti vers la République dominicaine.

²⁰ A. Hintzen, « Extranjero en Tránsito : La evolución histórica de las políticas migratorias en la República Dominicana », in J. Bosch et al., *República Dominicana y Haití : El derecho a vivir*, Saint-Domingue, Fondation

Dès 1943, le grand penseur dominicain Juan Bosch dénonçait les propos de certains intellectuels à l'encontre d'Haïti, rétorquant aux propos désobligeants d'Emilio Rodríguez Demorizi, Héctor Incháustegui et Ramón Marrero Aristy envers le peuple haïtien : « Il n'y a pas de différence fondamentale entre l'état de misère et d'ignorance [de l'Haïtien] et celui d'un Dominicain. » Ce qui lui semble primordial est la reconnaissance de l'égalité entre les humains : « les uns et les autres se mesurent, non pas à l'aune de ce qu'ils ont acquis en biens et en connaissances mais de ce qu'il leur reste à acquérir pour se dire, à juste titre, des êtres humains satisfaits et fiers de l'être. » Et de poursuivre : « L'Haïtien est donc plus digne de compassion que le Dominicain dans l'ordre de sa misère, il mérite plus que nous nous battions pour lui, que nous essayions de le sortir de sa condition²¹. » Il n'y a pas de mur pour la pauvreté ou la dignité humaine.

Education et résistance décoloniales

Le contexte historique de la coexistence inégale d'Haïti et des autres pays de la région latino-américaine est très différent de la situation actuelle. S'il est vrai que son territoire, comme celui de Saint-Domingue, a été asservi aux puissances colonialistes telles que l'Espagne, l'Angleterre et la France, Haïti a également donné naissance à la première patrie noire libre au monde, changeant le cours de la domination esclavagiste de la France (1791-1804), et célébrant la première indépendance politique d'Amérique latine et des Caraïbes et la seconde après les Etats-Unis (1776). En fournissant un soutien et des ressources militaires à Simón Bolívar (1815), certains dirigeants politiques haïtiens tels qu'Alexandre Pétion ont également contribué à forger d'autres indépendances et, ce faisant, ont renforcé un mouvement anticolonialiste dont les premiers signes se faisaient déjà sentir en Angleterre au début du xvii^e siècle, et qui prônait l'émancipation, la liberté, la justice sociale et la dignité humaine, autant de marqueurs de notre modernité.

La perspective décoloniale a acquis un espace large et fertile dans le domaine de la conscience émancipatrice raciale et ethnique, dans l'élévation de la conscience de l'égalité et de la reconnaissance de l'autre. Et bien que la tâche soit encore immense, de multiples instances de production de connaissances puisent dans cette approche des raisons légitimes d'aborder presque tous les domaines de la vie humaine, de la nature et des institutions politiques. Et dans le même temps, le problème des différences raciales et interethniques a acquis une importance publique, une légitimité théorique et une visibilité dans l'espace social, malgré le traitement modéré ou évasif que de nombreux auteurs ont réservé à cette approche entre la fin du xviii^e siècle et le xx^e siècle.

Pourquoi est-il nécessaire de souligner cet aspect de la tragique situation d'Haïti ? Parce qu'il y a encore des lueurs d'espoir et de dignité dans ce pays. Si le penchant des médias pour le

Juan Bosch, 2014, pp. 208-209, 213 ; E. L. Lister, « Dimensiones del antihaitianismo dominicano : colonialismo, colonialidad y explotación », in J. Bosch et al., *op. cit.*, pp. 233-262.

²¹ J. Bosch, « Carta de Juan Bosch a Emilio Rodríguez Demorizi, Héctor Incháustegui y Ramón Marrero Aristy », in J. Bosch et al., *op. cit.*, p. 131.

catastrophisme excite les secteurs conservateurs et ultranationalistes, ou si le désintérêt irresponsable de la communauté internationale va croissant, les universités haïtiennes comptent, elles, de nombreux professeurs qui enseignent encore la théorie de la libération et la décolonialité du pouvoir, de la connaissance, du désir. Leurs textes invitent à troquer la solitude, le malaise engendré par la faim et la douleur contre la connaissance, la résistance et la revendication. C'est le cas d'Edelyn Dorismod, doyen de la faculté des sciences humaines et sociales du campus Henry Christophe de Limonade, qui constate que Haïti comme « les Antilles traversent un processus d'élucidation qui cherche à comprendre le sens de ce qui s'est passé [historiquement], et à confronter cette compréhension à la vision capitaliste [et européenne] du monde²² ».

Pour l'heure, il est impératif de retisser des relations entre la partie dominicaine florissante de l'île d'Hispaniola, et la partie haïtienne en difficulté, qui a besoin de toutes les formes de solidarité pour rétablir ses institutions et sa trajectoire de développement.

Face à cette réalité, la politique du mur semble être, dans l'immédiat, la plus efficace et la plus protectrice, mais pas la plus digne ni la plus amicale.

Malgré les troubles sociaux, la pauvreté économique, la fragilité et la dépendance institutionnelle actuelles, des lueurs d'espoir demeurent de part et d'autre de cette frontière, comme en témoignent la résilience et la vitalité avec lesquelles de nombreux professeurs d'université continuent de faire vivre la conscience décoloniale.

Il faut espérer un renforcement de la coopération internationale pour rétablir non seulement l'ordre, mais aussi l'harmonie sociale, et pour fournir non seulement de l'aide économique, mais aussi de meilleures conditions de travail et d'épanouissement pour les êtres humains vivant en Haïti ; non seulement pour l'organisation de nouvelles institutions politiques et d'élections présidentielles libres, mais aussi pour la justice sociale et l'intégration d'Haïti dans une communauté internationale humaine et sensible.

²² E. Dorismod, « Filosofía de la historia de las Antillas francófonas », in P. Ortega (dir.), *Decolonialidad, emancipación y utopías en América Latina y el Caribe*, Saint-Domingue, Dominican Studies Institute at City College of New York et Instituto Global de Altos Estudios en Ciencias Sociales, 2022, p. 138.

Pour citer ce chapitre : Pedro Ortega, « La situation sociopolitique d'Haïti et de la République dominicaine : enjeux actuels et attentes partagées », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2022/Les Etudes du CERI*, n° 264-265, janvier 2023 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].